

ÉTAPE. NATHALIE HILMI en charge de l'économie environnementale au Centre Scientifique de Monaco (CSM)

“Remettre la nature au cœur des enjeux climatiques et lui accorder une valeur”

Spécialiste en économie environnementale au Centre Scientifique de Monaco, Nathalie Hilmi lance une passerelle entre sciences naturelles et sociales pour mieux agir sur les impacts du changement climatique.

Cette chercheuse travaille en collaboration avec le MedECC, réseau indépendant de scientifiques, experts du changement climatique et environnemental en région Méditerranée, créé en 2015. Elle explique en quoi le premier rapport d'évaluation sur la Méditerranée (MAR 1), publié fin 2020 sous la houlette dudit MedECC, donne une nouvelle vision des enjeux liés au changement climatique dans la région Méditerranée.

“UNE DÉMARCHÉ NOVATRICE, À LA CROISÉE ENTRE LES SCIENCES NATURELLES ET SOCIALES”

Pourquoi ce rapport, et qu'apporte-t-il de nouveau ?
MAR 1 est le premier rapport qui évalue la littérature scientifique existante sur l'ensemble de la Méditerranée, à la fois d'un point de vue des sciences naturelles et de celui des sciences sociales, ce qui constitue une nouvelle démarche. Il vient compléter les rapports de GIEC par un focus spécifique sur la Méditerranée qui représente dans notre jargon un *hot spot*, c'est-à-dire une région emblématique quant aux différents impacts liés au changement climatique observés, impacts sur les écosystèmes naturels mais aussi sur les populations, leurs activités et leurs conditions de vie, et ce dans des pays qui présentent des niveaux

de développement très différents selon que l'on se trouve sur les rives Nord ou Sud de la Méditerranée.

Quel est l'objectif poursuivi par MAR 1 ?

MAR 1, à partir des publications analysées, dresse un état des lieux du changement climatique en Méditerranée complété par des projections quant aux évolutions à venir. S'y ajoutent surtout des recommandations adressées aux différents acteurs concernés pour les aider à apporter des réponses et réduire les risques associés au changement climatique tant pour les écosystèmes naturels et que pour les communautés. Notre rapport propose une vision nouvelle qui consiste à donner une valeur à la Nature pour construire un modèle de développement soutenable qui prendra en compte à la fois les aspects environnementaux, économiques et sociaux.

N'y a-t-il pas un possible risque de marchandisation de la Nature ?

J'insiste sur le mot valeur, il n'est pas question ici de fixer un prix. Donner une valeur implique une démarche qui vise non pas à prélever mais au contraire à préserver le patrimoine naturel à travers par exemple une agriculture qui n'épuisera pas les ressources naturelles (on pense aux sols, à l'eau...) tout en répondant aux besoins des populations locales via des solutions comme l'agroforesterie, le non-labour.



Cette agriculture dite de conservation a des effets bénéfiques sur le changement climatique, car elle émet moins de gaz à effet de serre et permet d'augmenter la séquestration et le stockage du carbone dans le sol. Accorder une valeur, c'est encore promouvoir un tourisme éco-responsable pouvant concilier développement et préservation.

Ce rapport, pour qui ?

MAR 1 vise plusieurs cibles, les scientifiques de plus en plus mobilisés sur ce sujet, les décideurs (collectivités publiques mais aussi acteurs et investisseurs privés aujourd'hui de plus en plus concernés par les enjeux du changement climatique) pour lesquels a été rédigée une synthèse, mais aussi le grand public. Éduquer, sensibi-

6 CENTIMÈTRES...

C'est l'augmentation, sur les vingt dernières années, du niveau moyen de la mer Méditerranée. Cette tendance devrait s'accroître (avec des différences régionales) à un taux mondial de 43 à 84cm jusqu'en 2100, mais vraisemblablement plus d'un mètre si la calotte glaciaire de l'Antarctique se déstabilise davantage. Le réchauffement des eaux de surface devrait se poursuivre tout au long du XXI^e siècle (de 1 à 4°) et les eaux profondes ne seront pas épargnées, elles devraient même se réchauffer davantage que celles des autres océans de la planète. Avec pour conséquence une acidification accrue des eaux provoquée par l'augmentation des concentrations de dioxyde de carbone.

D'ici 2050, on peut craindre une extinction locale de plus de 20% des poissons et invertébrés marins exploités aujourd'hui en Méditerranée.

liser sera au cœur des priorités à venir, en rendant accessibles les informations disponibles, nous espérons y contribuer.

Est-il encore temps ?

Oui, mais plus on attendra, plus les coûts des mesures à prendre seront élevés. Il importe donc d'agir au plus vite.

CHRISTIANE NAVAS



MedECC, réseau d'experts et lanceur d'alerte

● Le MedECC (réseau indépendant des experts méditerranéens sur le climat et le changement environnemental), lancé en 2015, rassemble aujourd'hui plus de 600 scientifiques de 35 pays qui apportent leur contribution sans contrepartie. Ils sont 190 de 25 pays à avoir planché sur le premier rapport d'évaluation portant sur le “*changement climatique et environnemental dans le bassin méditerranéen - Situation actuelle et risques pour le futur*”, primé fin

2020 par le Conseil de l'Europe. Ce rapport confirme qu'en raison des émissions de gaz à effet de serre causées par l'activité humaine, la rapidité du changement climatique dans le bassin méditerranéen est supérieure aux tendances mondiales. Les températures moyennes annuelles sur terre et sur mer sont déjà de 1,5° supérieures à celles de l'époque pré-industrielle. Cette hausse devrait s'accroître avec pour conséquences des épisodes caniculaires

plus nombreux, une intensification des pénuries d'eau entraînant désertification et baisse des rendements agricoles. Le réchauffement des eaux profondes de la Méditerranée va accentuer une acidification à laquelle s'ajoute une pollution par de multiples substances dont le plastique. D'ici 2050, ces différents facteurs pourraient entraîner une extinction de plus de 20% des poissons et invertébrés exploités. Les impacts combinés des changements

environnementaux attendus pèseront aussi sur la santé humaine avec maladies respiratoires et cardiovasculaires. Pourtant les rédacteurs du rapport se veulent optimistes : “*tous les pays méditerranéens présentent un potentiel important pour atténuer le changement climatique grâce à une transition énergétique accélérée*”, ce qui suppose l'arrêt progressif des combustibles fossiles au profit des énergies renouvelables. **cn**